

Quand la pauvreté se fait ressource

Les Européens les plus pauvres peuvent-ils aussi se charger du combat contre la pauvreté ? Chaque année à Bruxelles, les premiers concernés sont réunis pour un assaut d'expertises et de propositions contre la misère. D'où une certaine impatience à obtenir, enfin, des résultats concrets.

Armut, povertà, pauvreté... Peu importe la langue, les Européens rassemblés ce matin se comprennent. Qu'ils viennent de la Baltique ou de la Méditerranée, ils se trouvent bien des épreuves en commun : les logements trop coûteux, les administrations qui les renvoient « *comme des balles de ping-pong* », le mépris des autres, voire la mise au rebut pour les Roms et les immigrés... Les « *personnes en situation de pauvreté* » faisaient leur 8^e Rencontre, ces 15 et 16 mai, au Palais d'Egmont à Bruxelles. Et à l'approche de 2010, "année européenne contre la pauvreté", les quelque 150 délégués

se satisfont de moins en moins de ces désespérants constats.

Pratiques

La rencontre aura au moins permis d'échanger des pistes nouvelles contre la misère. « *Nous devons créer nos propres organes et nos propres entreprises, car on ne doit pas attendre l'aide du secteur public. On doit créer notre propre pouvoir!* », plaide le Suédois Alec Carlberg. La coopérative qu'il a créée en 1994, Basta, peut servir de modèle : elle rassemble d'anciens toxicomanes et vit désormais plus de ses activités commerciales que de ses prestations de centre de réhabilitation. Autre voie d'autosupport, Erika Biehn et Jens Schröter proposent des séminaires aux Allemands vivant dans la pauvreté, afin de leur expliquer leurs droits, « *dans leur propre langage* »... En Belgique, d'autres sont embauchés comme « *experts du vécu* », et se chargent notamment de faciliter l'accès des plus démunis aux administrations. L'Italienne Rosa Matera explique comment son association pourchasse la criminalité d'une banlieue de Bari « *en partant des besoins des habitants* » et en s'appuyant sur les femmes pour réinvestir le quartier. Plus concrètement enfin, participant au forum, Jens Schröter présente l'« *euro-clé* », qui permet aux personnes handicapées d'ouvrir n'importe quelle toilette publique adaptée, notamment en Allemagne ou en Suisse. Un passe-partout qui, aux yeux des participants, serait précieux pour les sans-abri d'Europe...

Volontaires



“S’impliquer en tant que citoyens”

Cédric Doux [à gauche sur la photo] est hébergé dans une structure à Reims, et **Alain Greuillet** dans une structure parisienne. Volontaires pour préparer la rencontre européenne, ils ont finalement été élus par leurs pairs délégués de Champagne-Ardenne et d’Ile-de-France.

Quelle a été l'implication des autres bénéficiaires dans les structures qui vous hébergent ?

Alain Greuillet : Il est très difficile de les faire participer parce qu'ils sont en attente de solutions immédiates. Dans ma structure, j'ai essayé de dire : dépassez votre situation individuelle, pour construire demain !

Cédric Doux : Il y a quelques années, on a fait croire monts et merveilles aux jeunes de mon établissement. A l'heure actuelle, ils voient qu'ils sont toujours en galère ! Je pense que quand je vais rentrer de Bruxelles, la moitié penseront qu'on leur a trouvé des solutions.

Il y a donc beaucoup d'attentes de leur part ?

A. G. : Oui. Et cela a été assez lourd pour les délégués de gérer cette attente des personnes qui nous ont mandatés. On a beau expliquer qu'on n'est que des porte-parole... Une ville ne se construit pas en un jour. La pauvreté existe depuis la nuit des temps, il faut que les personnes soient conscientes que ce sera long avant de l'éradiquer. Mais il faut malgré tout s'impliquer en tant que citoyens. Si on ne bouge pas, rien n'évoluera.

RECUEILLI PAR O.B.

Prise de parole des intéressés

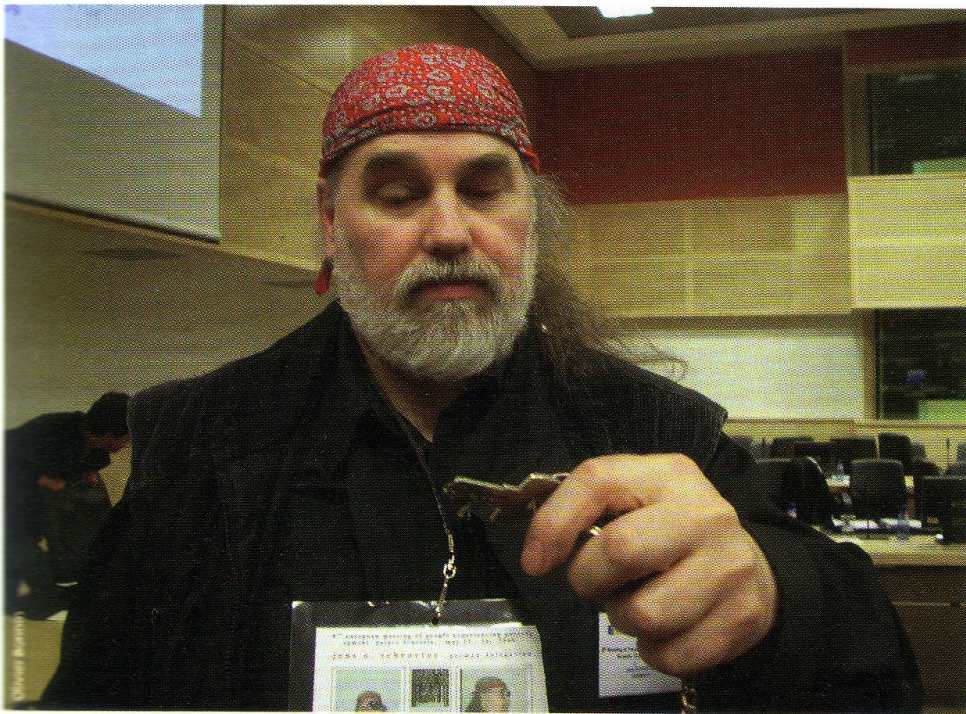
« *Les personnes en situation de pauvreté sont des ressources!* », résume l'éducateur italien Ciro Naturale. Reste à savoir comment ces expertises continentales sont

exploitées par les organisateurs de la rencontre – la Commission européenne, la présidence tchèque de l'UE, et EAPN (réseau européen anti pauvreté) [1].

Ce dernier milite depuis des années pour la « participation » des personnes touchées – aussi bien en son sein, qu'auprès des politiques. « La participation est le principe moteur d'EAPN. Il n'est pas de meilleure expertise pour

Ci-dessous :

Jens Schröter, participant à la rencontre, présente son euro-clé, qui pourrait être précieuse pour les sans-abri d'Europe. L'euro-clé permet actuellement aux personnes handicapées d'accéder librement aux installations qui leur sont destinées et nécessitent un verrouillage (toilettes notamment). Le système fonctionne depuis 1986 en Allemagne, et a été, depuis, mis à la disposition des Autrichiens, des Suisses, des Italiens et des Tchèques.



les décideurs que celle des personnes en situation de pauvreté», clame ainsi son président Ludo Horemans. Ainsi, depuis le lancement de ces Rencontres en 2001, le réseau organise la prise de parole des intéressés [2]. Quant à la Commission européenne, certains de ses fonctionnaires assistent eux-mêmes aux débats. « Afin de lutter efficacement contre la pauvreté en Europe, nous devons impliquer tout le monde, mais surtout les personnes les plus concernées », professe Vladimír Špidla, commissaire chargé de l'Emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances. Ces dernières, pour autant, s'impatientent. La « stratégie de Lisbonne », en 2000, espérait l'éradication de la pauvreté pour 2010... Alors que 16% des Européens risquent



Il n'est pas de meilleure expertise que celle des personnes en situation de pauvreté

aujourd'hui de tomber dans la pauvreté, Jens Schröter interpelle soudain les décideurs présents: « Cela fait huit ans qu'on se rencontre pour discuter et rien ne se passe! » Sa collègue Erika Biehn embraye: « Nous avons pris des résolutions au cours des années passées, mais on ne sait pas ce qu'on en a fait! » Une Luxembourgeoise acquiesce: « Quand on repart d'ici, on retourne voir les gens de la rue. Et souvent on n'a rien à leur dire! »

Anticiper

Au nom d'EAPN, Ludo Horemans tente de leur redonner du cœur à l'ouvrage. Entre autres petits pas, les délégués avaient réclamé l'an passé que le revenu minimum « soit relié au coût de la vie, prenant en compte l'augmentation des prix, en rapport avec les normes de chaque pays et en lien avec les besoins ». Résultat, le 3 octobre 2008, la Commission européenne recommandait aux Etats de « reconnaître le droit fondamental de la personne à des ressources et prestations suffisantes pour vivre conformément à la dignité humaine ». Cette année encore, les conclusions de la rencontre seront présentées à la table ronde sur la pauvreté et l'exclusion sociale, en Suède, en octobre. En attendant, crise oblige, la Commission redoute la perte de 8,5 millions d'emplois en Europe d'ici 2010. A leurs prochaines Rencontres, les personnes en situation de pauvreté auront sans doute un bataillon d'idées nouvelles à présenter. ●

OLIVIER BONNIN

[1] Le *European anti-poverty network* rassemble en France, notamment, l'Armée du salut, le Secours catholique, ATD Quart-monde, l'Uniposs, Coorace... EAPN a pris lui-même en charge une partie des frais de la rencontre de Bruxelles, notamment le voyage des participants. Le fonctionnement d'EAPN est financé à près de 87% par la Commission européenne.

[2] Chaque délégation nationale est ainsi composée en grande majorité de personnes étant, ou ayant été, en situation de pauvreté. Un professionnel est néanmoins désigné coordinateur national, et prépare la rencontre avec les participants sur la base de thèmes proposés par EAPN. La composition des délégations est libre – cette année, seuls les Français ont procédé à une élection.